



# La recherche agronomique est d'intérêt public

Iwan RICKENBACHER, *Kommunikation und Beratung, case postale 420, CH-6430 Schwyz*

@ E-mail: rickenbacher@mythen.ch  
Tél. (+41) 41/81 30 305.

## La santé est le souci N°1 des Suisses

Si l'on demande à la population suisse quels sont les problèmes politiques qu'il est urgent d'aborder, la santé figure nettement en première place et devance le financement de l'AVS, la Suisse et l'Europe, ou les questions relatives à la migration et à la lutte contre le chômage («Sorgenbarometer 2000» de l'institut de recherches GfS de Berne, département «Politique et Etat»). La sensibilité croissante de nombreux citoyens pour les questions touchant à la santé est de plusieurs ordres.

## Consommateurs entre méfiance et colère

Il n'y a pas que les coûts de la santé qui font bouger les payeurs de primes. Les informations concernant la production, la transformation et la distribution et les possibles effets de certains produits et procédés de fabrication sur la santé des êtres humains font régulièrement la une des journaux. Même les citoyens bien informés ont de plus en plus de problèmes à trouver des réponses fiables à leurs questions. L'incertitude issue de déclarations controversées suscite de la méfiance et parfois de la colère.

## La recherche agronomique suisse pourrait former un vaste réseau

Les six stations fédérales de recherches pourraient, de concert avec le département des sciences agronomiques et alimentaires de l'EPFZ et la Haute école suisse d'agronomie de Zollikofen, apporter des réponses plausibles à de nombreuses questions que se posent les habitants de ce pays. Il suffit de jeter un œil sur les listes de publications de ces instituts pour saisir l'importance primordiale de leurs travaux de recherche «du pré jusque dans l'assiette» pour la société. Actuellement, ce réseau ne fonctionne pas encore de manière satisfaisante sur le plan de la communication.

## La communication relative à la recherche nécessite coordination et interprétation

Face aux spécialistes des stations de recherches et à leurs connaissances pointues, on trouve les représentants des médias et leur public qui posent des questions très générales. Seuls quelques journalistes scientifiques sont capables de rassembler les connaissances disponibles de provenances diverses et de les vulgariser pour leurs groupes cibles. De nombreux journaux, radios, fournisseurs d'accès à Internet, stations de télévision ne possèdent pas de tels spécialistes. Ils sont tributaires du fait que les stations de recherches sachent reconnaître de leur côté les questions qui intéressent le public, rassemblent les connaissances disponibles dans les différents domaines et les rendent accessibles à ce dernier.

## Informers les décideurs politiques est prioritaire

A part les représentants des médias qui ressentent les besoins de leurs groupes cibles en informations aussi fiables que possible, ce sont les décideurs politiques, à tous les niveaux de l'Etat, qui ont le devoir de réagir aux préoccupations des citoyens. Ils doivent utiliser des sources d'informations indépendantes du lobbying de groupes d'intérêts et de leurs représentants et être soutenus par des critères scientifiques pour juger leurs informations et parfaire leur appréciation. Peut-être les revues de recherche agronomique publique (*Revue suisse d'Agriculture* et *Agrarforschung*) pourraient-elles régulièrement faire ressortir et présenter l'importance politique et sociale des résultats des travaux de recherche et devenir ainsi une source d'informations importante pour les décideurs politiques.

## La recherche appliquée se justifie en fin de compte par son impact public

La recherche appliquée, telle qu'elle est utilisée au sein des stations de recherches concernées, vise à améliorer la pratique concrète en la mettant au service de l'homme. Il est dans l'intérêt de ces institutions que les résultats des travaux scientifiques soient connus au-delà du cercle restreint des chercheurs, producteurs et distributeurs directement impliqués. Mais c'est également une mission, pour des institutions principalement financées par l'argent du contribuable, que de servir les citoyennes et citoyens en leur rendant accessibles les enjeux de la recherche.